

# Le retour des talibans et les relations sino-russes

La prise de pouvoir des talibans en Afghanistan pourrait constituer un test majeur pour les relations entre la Chine et la Russie. Si elle est susceptible de renforcer la coopération bilatérale, notamment sur les questions de sécurité dans la région, cette nouvelle situation pourrait aussi présenter de nouveaux défis dans les rapports des deux puissances, notamment en Asie centrale et en Asie du Sud.

Par Brian G. Carlson

Pour la Chine comme pour la Russie, la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan présente à la fois des opportunités et des risques. Conscients de la puissance persistante des talibans, les deux pays ont cultivé des liens avec le mouvement ces dernières années et pourraient maintenant reconnaître sa légitimité au gouvernement, espérant ainsi préserver leurs propres intérêts. La Chine et la Russie voient le retrait des États-Unis et la prise de contrôle des talibans comme une occasion d'affaiblir le prestige américain aux yeux du monde, d'exclure toute possibilité pour les États-Unis d'établir une présence militaire prolongée au cœur de l'Eurasie et d'asseoir leur propre influence sur la région. Dans le même temps, toutes deux surveillent avec attention le risque de retour de l'instabilité et de résurgence du terrorisme dans la zone. Malgré les opportunités qu'il ouvre, le règne des talibans en Afghanistan pourrait s'avérer être un handicap pour les deux grandes puissances.

Ces perspectives offrent également à la Chine et à la Russie des possibilités de coopérer et de renforcer encore leurs relations. Le retrait des États-Unis fait naître un nouvel ordre régional. Dans ce contexte, les sources de tension latentes que les deux pays ont jusqu'à présent gérées avec une relative fluidité pourraient refaire surface et susciter de nouveaux défis. L'Afghanistan étant situé au carrefour de l'Asie centrale et



Le président russe Vladimir Poutine participe à une vidéoconférence avec le président chinois Xi Jinping au Kremlin à Moscou en juin 2021. *Alexei Nikolsky / Kremlin*

de l'Asie du Sud, son avenir aura des répercussions sur la dynamique des relations sino-russes dans les deux régions. Les efforts déployés pour réduire les éventuelles lignes de fracture, dont beaucoup résultent de l'influence croissante de la Chine sur la région, pourraient constituer un test majeur pour ces relations.

## Intérêts de la Chine

La Chine a désormais la possibilité de consolider son influence en Afghanistan et sur l'ensemble de la région. Sa priorité ab-

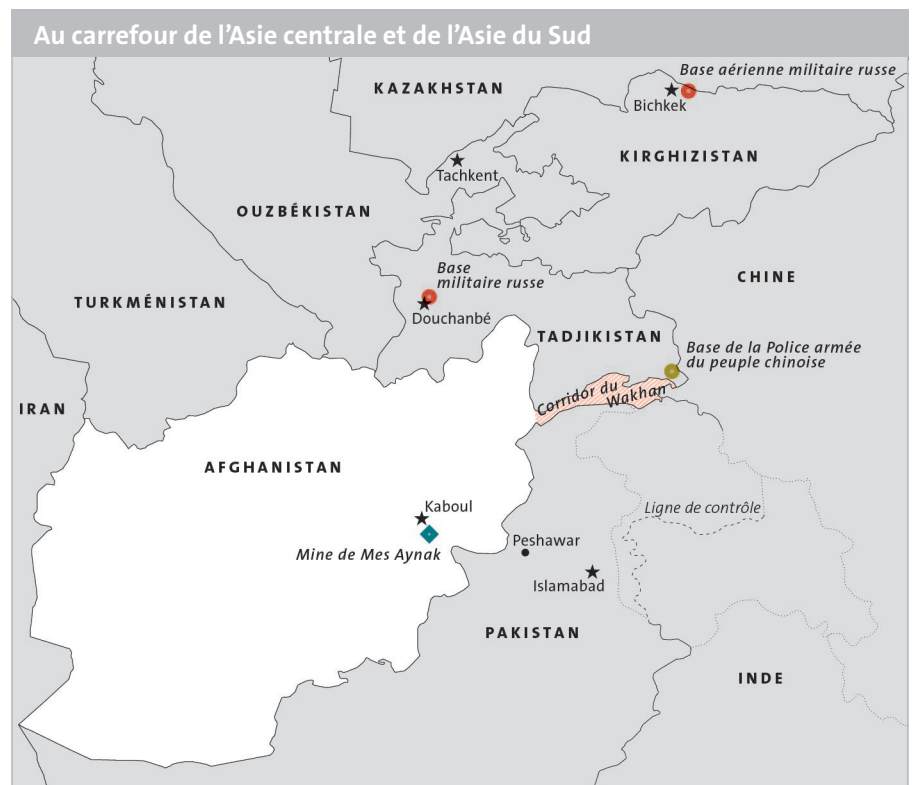
solue, qui conditionne tout le reste, est de limiter l'instabilité régionale et de lutter contre les menaces à la sécurité de ses provinces occidentales. Elle voudrait notamment éviter que l'Afghanistan devienne une base d'appui aux mouvements constitués par les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes pour résister à la domination chinoise dans le Xinjiang. Malgré l'indignation mondiale suscitée par la façon dont elle traite les populations musulmanes du Xinjiang, la Chine a reçu des signaux positifs sur cette question fin juillet,

lorsqu'elle a accueilli une délégation de hauts responsables talibans. Selon un compte-rendu de la rencontre communiqué par le ministère chinois des Affaires étrangères, les talibans ont promis qu'ils ne permettraient «jamais à quelque force que ce soit d'utiliser le territoire afghan pour se livrer à des actes préjudiciables à la Chine». Plus tôt en juillet, un porte-parole des talibans avait fait part de leur engagement à s'abstenir de toute ingérence dans les «affaires intérieures» de la Chine. Si Pékin n'a jamais reconnu les talibans lors de leur précédent passage au pouvoir entre 1996 et 2001, elle pourrait aujourd'hui le faire tout en leur offrant des incitations économiques pour obtenir la coopération du mouvement. Comme la Russie, la Chine n'a pas attendu la récente prise de pouvoir des talibans pour entamer des démarches diplomatiques auprès d'eux: elle avait déjà reçu une délégation en 2019.

Au-delà des efforts déployés pour assurer la sécurité de ses provinces occidentales, la Chine a aujourd'hui l'occasion de poursuivre des intérêts économiques en Afghanistan. Un consortium d'entreprises chinoises a acquis en 2008 une concession sur la mine de cuivre de Mes Aynak, dont l'exploitation n'a pas encore commencé. L'Afghanistan possède des gisements de minerais, notamment de terres rares, d'une valeur estimée à près de 1000 milliards de dollars. La Chine pourrait également intégrer l'Afghanistan dans son initiative de la ceinture et de la route (*Belt and Road Initiative*, BRI) en construisant, par exemple, une autoroute de Peshawar à Kaboul qui relierait l'Afghanistan au corridor économique Chine-Pakistan (CECP). Pékin est déjà en train de réaliser une grande route traversant le corridor du Wakhan qui relierait le Xinjiang au Pakistan et à l'Asie centrale. La Chine pourrait même chercher à établir une liaison avec l'Iran et l'Asie du Sud-Ouest via l'Afghanistan. Les talibans ont indiqué qu'ils étaient ouverts aux investissements chinois dans les infrastructures.

## Les choix politiques de la Russie dans la région dépendront certainement en grande partie de la coopération avec la Chine.

Ces investissements dépendent toutefois d'un environnement sûr en Afghanistan – une perspective qui reste, au mieux, incertaine. En juillet, neuf ressortissants chinois ont été tués lors d'un attentat terroriste au



Pakistan. Cet événement met en lumière les risques auxquels la Chine est confrontée. Pékin est habituellement réticente à faire usage de la force militaire pour protéger ses intérêts hors de ses frontières. Et il y a des chances qu'elle redoute tout particulièrement un engagement lourd en Afghanistan, légendaire «cimetière des empires». Si la sécurisation de ses frontières est une nécessité, l'établissement d'une présence militaire forte pour protéger ses intérêts à l'étranger est un sujet plus délicat. En fin de compte, les questions de sécurité pourraient empêcher ou limiter considérablement les investissements chinois en Afghanistan.

### Intérêts de la Russie

Les ambitions de la Russie sont entièrement axées sur la sécurité. Son objectif principal est de sécuriser les frontières nord de l'Afghanistan avec le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Une nécessité pour protéger ses propres frontières sud contre les sources d'instabilité, notamment les activités de l'État islamique, d'autres mouvements extrémistes et terroristes et le trafic de drogue. La Russie possède une base aérienne à Kant, près de Bichkek au Kirghizistan, et sa 201<sup>e</sup> base militaire est

implantée dans la région de Douchanbé au Tadjikistan. Ce dernier ensemble accueille 7000 soldats russes, ce qui en fait la plus grande base militaire de la Russie à l'étranger. En août, alors que les talibans gagnaient du terrain au nord de l'Afghanistan, la Russie a organisé des exercices militaires avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan en territoire tadjik, à une vingtaine de kilomètres de la frontière afghane, montrant ainsi la détermination des trois pays à maintenir la sécurité dans la région. La Russie tente d'utiliser l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), un groupement de six pays dont fait partie le Tadjikistan, mais pas l'Ouzbékistan ni le Turkménistan, pour s'imposer comme le principal pourvoyeur de sécurité dans la région.

Cette démarche ne s'étend pas au territoire afghan proprement dit. En effet, la Russie garde un souvenir amer de l'occupation soviétique de l'Afghanistan entre 1979 et 1989, qui s'est soldée par une retraite humiliante. Moscou n'a pas le souhait de s'impliquer dans la sécurité intérieure afghane, ni d'intérêts qui le nécessiteraient. Ces dernières années, la Russie a amorcé des échanges diplomatiques avec les talibans allant jusqu'à accueillir un processus de paix parallèle intégrant des représentants

talibans, alors même que le mouvement reste interdit sur le territoire russe. Moscou espère désormais protéger ses intérêts en construisant une relation solide avec les talibans. Contrairement à la Chine, la Russie n'a pas les moyens financiers d'effectuer des investissements majeurs en Afghanistan ou dans la région. Compte tenu de l'influence que la Chine exerce de longue date sur le Pakistan et du poids que celle-ci pourrait acquérir auprès des talibans, les choix politiques de la Russie dans la région dépendront certainement en grande partie de la coopération avec la Chine.

### Perspectives de coopération

Une telle coopération pourrait se mettre en place. Sur le plan de la rhétorique politique, la Chine et la Russie ont profité des récents événements pour tenter de discréditer les États-Unis. Juste avant que les talibans ne remportent la victoire et ne finissent par s'imposer, les deux pays ont reproché aux États-Unis leurs échecs des 20 dernières années en Afghanistan, y compris leur retrait chaotique. Selon eux, ce bilan affaiblirait le leadership mondial revendiqué par les États-Unis et leur engagement vis-à-vis de leurs alliés. La Chine et la Russie ont reconnu le rôle de l'intervention américaine dans la stabilisation de la région et la lutte antiterroriste. Dans le même temps, elles ont œuvré pour empêcher les États-Unis de conserver indéfiniment une présence militaire dans la région. Cet objectif a été en grande partie atteint il y a plusieurs années, avec la fermeture des bases américaines en Ouzbékistan (2005) et au Kirghizistan (2014). Lors de leur sommet du 16 juin dernier à Genève, le président russe Vladimir Poutine aurait déclaré au président américain Joe Biden que la Russie refusait l'installation de bases militaires des États-Unis en Asie centrale et que la Chine s'y opposerait également. Vladimir Poutine aurait proposé d'autoriser le stationnement de forces américaines dans les bases russes de la région, mais la sincérité de cette offre n'est pas établie.

À la suite du retrait américain d'Afghanistan, la perspective d'un retour de l'instabilité dans la région pourrait favoriser la coopération entre la Chine et la Russie. En août, alors que les talibans s'approchaient de la victoire, les forces russes ont participé pour la première fois à un exercice militaire organisé par la Chine sur son territoire (*Joint Western 2021*). Ces manœuvres, qui se sont déroulées dans la province du Ningxia, étaient axées sur la lutte antiterroriste. En septembre, la Russie et la Chine ont réalisé un exercice militaire conjoint (*Peace*

*Mission 2021*) sur le territoire russe, près de la frontière avec le Kazakhstan, sous l'égide de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Cet exercice comportait également des manœuvres de lutte contre le terrorisme. La Russie et la Chine organisent depuis 2005 des exercices militaires conjoints dans le cadre de l'OCS, dont beaucoup sont axés sur la lutte antiterroriste. En cas d'instabilité régionale, et notamment de menaces terroristes émanant d'Afghanistan, la Chine et la Russie pourraient s'appuyer sur cette expérience pour mettre sur pied une intervention militaire commune en Asie centrale.

Les deux puissances pourraient également chercher à coordonner leurs efforts par le biais de l'OCS, qui conserve son objectif initial de lutter contre les «trois fléaux» du

### La Chine a des raisons de vouloir développer son influence politique et accroître son rôle dans la sécurité de la région.

séparatisme, de l'extrémisme et du terrorisme. Les dirigeants de l'OCS ont organisé en septembre un sommet hybride à Douchanbé au cours duquel ils ont approuvé la demande d'adhésion à part entière de l'Iran, faisant ainsi les gros titres. La déclaration du sommet appelait à la stabilité en Afghanistan et à la formation d'un gouvernement représentant tous les groupes ethniques, religieux et politiques du pays. Le défi pour l'OCS est maintenant de définir une démarche commune vis-à-vis de l'Afghanistan, surtout depuis l'adhésion à part entière en 2017 des deux rivaux que sont l'Inde et le Pakistan. Les approches des États membres sur les questions régionales et leurs relations mutuelles restent essentiellement bilatérales.

### Influence en Asie centrale

Malgré ces possibilités de coopération sino-russe, des tensions latentes pourraient apparaître en lien avec l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Si la Chine et la Russie n'ont cessé de se rapprocher depuis la fin de la guerre froide, l'Asie centrale a toujours été un réservoir de tensions. La Russie souhaite s'affirmer comme l'acteur dominant dans la région. Or, l'influence croissante de la Chine menace son statut. Les deux pays ont, jusqu'à présent, relativement bien géré cette situation. Ils se sont entendus en 2015 pour relier l'Union économique eurasiatique, menée par la Russie, à la ceinture économique de la route de la soie, le volet

continental de la BRI. La Chine a tenté de rassurer la Russie et les pays d'Asie centrale en leur montrant que son ambition n'est pas le contrôle politique de la région, mais le développement économique et la connectivité. Beaucoup pensent que la Chine et la Russie ont conclu un accord tacite de répartition des tâches dans la région. La Russie resterait le principal pourvoyeur de sécurité extérieure, tandis que la Chine serait le moteur du développement économique.

Cependant, cet argument n'a jamais été totalement convaincant. Compte tenu de ses intérêts économiques grandissants dans la région, la Chine a des raisons de vouloir développer son influence politique et accroître son rôle dans la sécurité de la région. Elle a commencé dès 2016 à travailler avec le Pakistan, le Tadjikistan et le précédent gouvernement afghan afin de garantir la sécurité dans la région. Des experts issus de *think tanks* chinois auraient échangé avec leurs homologues russes en vue d'expliquer les intentions de la Chine dans le cadre de ce format. La Chine cherche depuis

longtemps à sécuriser ses 91 kilomètres de frontière avec l'Afghanistan, à l'extrémité orientale du corridor du Wakhan, et ses 477 kilomètres de frontière avec le Tadjikistan, pays par lequel pourraient transiter des extrémistes ou des terroristes en provenance d'Afghanistan. Ces dernières années, la Chine a aidé à la construction et au renforcement de postes-frontières du Tadjikistan avec l'Afghanistan, a consolidé les capacités des forces de sécurité du Pakistan et a construit une base pour les forces de montagne afghanes dans le Badakhchan, près du corridor du Wakhan. La Chine a également construit une base de la Police armée du peuple (PAP) au Tadjikistan et aurait établi une base en Afghanistan, bien qu'elle ne l'ait jamais confirmé.

Ces activités pourraient créer des tensions avec la Russie. Cependant, l'engagement sécuritaire de la Chine auprès du Pakistan et du Tadjikistan, et maintenant des talibans, ne signifie probablement pas qu'elle ait l'intention de détrôner la Russie dans ce domaine. Son objectif est plutôt de garantir la sécurité dans le secteur qui la concerne le plus directement, à savoir sa région frontalière occidentale. Au lieu d'assurer l'une le développement économique et l'autre la sécurité, la Chine et la Russie pourraient se répartir les missions de sécurité en se concentrant chacune sur des zones spécifiques. La Russie accepterait alors les efforts de la Chine pour sécuriser sa frontière



nationale, qui passent par une coopération avec les pays voisins. À long terme, toutefois, la Chine pourrait renforcer la présence de ses forces de sécurité dans la région, diminuant de fait le rôle de la Russie. Comment la Russie verrait-elle cette évolution visant à protéger non seulement les frontières, mais aussi les investissements plus éloignés de la Chine? La question reste ouverte.

### Rigidité diplomatique en Asie du Sud

Les récentes évolutions pourraient également susciter des tensions en rapport avec l'Asie du Sud. La Russie tente depuis des années de consolider le triangle Russie-Inde-Chine (RIC), à la fois pour faire contrepoids à l'Occident et pour créer un subtil équilibre face à la Chine par le biais de l'Inde. Or, les tensions croissantes entre la Chine et l'Inde ont mis à mal ces efforts qui n'ont, de toute façon, jamais été à la hauteur des ambitions de Moscou. La Russie se trouve désormais en position délicate.

## À court terme, les deux pays restent attachés à leur partenariat.

Bien que cherchant à conserver des liens étroits avec l'Inde, elle lui a reproché sa participation à la stratégie indopacifique des États-Unis et au *Quad*, un dialogue de sécurité quadrilatéral avec les États-Unis, le Japon et l'Australie.

La victoire des talibans en Afghanistan pourrait exacerber ces tensions. L'Inde soutenait avec vigueur le précédent gouvernement afghan. Elle s'est montrée hostile au travail mené par la Russie ces dernières années pour entretenir des liens avec les talibans et pour se rapprocher du Pakistan. Les responsables indiens craignent maintenant que la Chine collabore avec le Pakistan, son indéfectible allié, pour renforcer son influence sur l'Afghanistan aux dépens de l'Inde. L'Inde étant opposée à la BRI et

au CECP, les tentatives de la Chine pour relier l'Afghanistan à ces deux initiatives pourraient accroître ses inquiétudes. En outre, compte tenu des liens étroits que le Pakistan entretient avec les talibans, de l'influence de la Chine sur le Pakistan et de sa probable intention d'utiliser le Pakistan pour exercer un contrôle sur les talibans, la Russie devra sans doute coordonner ses politiques régionales avec ces trois acteurs. Ces tendances pourraient favoriser le glissement de la Russie vers un groupement informel avec la Chine, le Pakistan et l'Iran en opposition au *Quad*. Les diplomates des quatre pays se sont d'ailleurs rencontrés en marge du sommet de Douchanbé dans le cadre d'un «groupe PIRC», essentiellement pour discuter de l'Afghanistan.

### Un test pour les relations sino-russes

Un tel résultat ne serait pas optimal du point de vue de la Russie. Moscou préférerait mener une politique étrangère indépendante et occuper une position dominante en Asie centrale, tout en maintenant des liens étroits avec l'Inde. Pour l'heure, cependant, sa priorité est sa relation avec la Chine, ce qui complique ses efforts pour atteindre ces autres objectifs. La prise de pouvoir des talibans pourrait accentuer le problème et finir par porter atteinte aux relations sino-russes. À court terme, les deux pays restent toutefois attachés à leur partenariat. Cela laisse penser qu'ils ont la volonté commune de surmonter ces sources de tension et d'autres susceptibles d'émerger.

Pour l'Occident, cette situation fait planer le spectre d'une domination sino-russe sur l'Asie centrale, issue que les responsables politiques et les stratèges de l'Ouest cherchent à éviter. L'administration de George W. Bush, ancien président des États-Unis, avait lancé une stratégie pour une Grande Asie centrale visant à stabiliser l'Afghanistan et permettre ainsi aux pays

de la région de développer leurs liens économiques avec l'Asie du Sud. Cela aurait offert aux États enclavés d'Asie centrale des opportunités économiques et stratégiques précieuses, tout en réduisant leur vulnérabilité aux pressions exercées par la Russie et la Chine. Ce projet, qui n'a jamais bénéficié d'un appui politique ni de moyens financiers suffisants, est aujourd'hui plus compromis que jamais depuis 2001. Bien que désireux de conserver leur autonomie en matière de politique étrangère, les pays d'Asie centrale pourraient se retrouver de plus en plus dépendants de la Russie et de la Chine.

La rigidité diplomatique croissante en Asie du Sud pourrait également contrarier les efforts de l'Occident pour éloigner la Russie de la Chine. Les espoirs d'une telle manœuvre reposent en partie sur la volonté de la Russie de conserver une certaine souplesse diplomatique en consolidant ses relations avec plusieurs rivaux de la Chine, notamment l'Inde, le Japon et le Vietnam, au lieu de tout miser sur Pékin. Cependant, la prise de pouvoir des talibans complique encore plus les relations entre la Russie et l'Inde. À long terme, la Russie pourrait finir par trouver que ses liens étroits avec la Chine créent une dépendance excessive, restreignent indûment sa latitude en matière de politique étrangère et l'obligent à faire des concessions malvenues dans des régions comme l'Asie centrale. Un tel revirement semble toutefois peu probable à court terme.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur les doctrines militaires et les acquisitions d'armements.

**Brian G. Carlson** est chef de l'équipe «Global Security» au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Éditrice: Névine Schepers  
Révision linguistique: Névine Schepers  
Layout et graphiques: Rosa Guggenheim, Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Plus d'éditions et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

**L'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie entre Est et Ouest** No 293  
**Les robots militaires: la réalité rejoint la fiction** No 292  
**Projets de chasseurs européens: un premier bilan** No 291  
**Le changement climatique dans les Alpes suisses** No 290  
**Irak: un passé toujours présent** No 289  
**Le nationalisme chrétien contemporain aux États-Unis** No 288

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich  
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000512902